

Ce n'est pas la seule promesse que le ministre ait trahie, car le gouvernement a également rompu son engagement d'abolir la pleine indexation non seulement des allocations familiales et des prestations de sécurité de la vieillesse, mais également du régime fiscal. Je sais qu'elle était la position du parti conservateur au sujet de l'indexation. Un porte-parole après l'autre de l'autre endroit exhortait chacun des ministres des Finances libéraux qui ont succédé à M. Turner de maintenir la pleine indexation du régime fiscal. Nous savons que le parti conservateur s'est farouchement opposé à l'idée de toucher à l'indexation. En fait, un ancien chef du parti conservateur, M. Stanfield, a été le premier à proposer l'indexation, et ses amis conservateurs n'ont cessé de répéter que c'était à lui que nous devons l'indexation du régime fiscal et que M. Turner avait emprunté cette idée à M. Stanfield. Ils ont dit aux libéraux qu'il ne devait surtout pas abandonner cette excellente idée conservatrice.»

Le sénateur Balfour: C'est insensé!

Le sénateur MacEachen: C'est vrai et le sénateur Balfour ne l'ignore pas. Je le sais comme tous ceux qui connaissent l'histoire politique moderne du Canada. Le parti conservateur s'est rétracté et a rompu une promesse qu'il avait faite si souvent et si vigoureusement à la Chambre des communes et ailleurs. Il a publié des annonces dans les journaux pour alarmer l'opinion publique en déclarant que le ministre des Finances comptait s'attaquer à l'indexation du régime fiscal. C'est ce qui est arrivé et pas seulement pour le régime fiscal, mais également pour les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse. C'est tout le principe de la protection contre l'inflation qui s'est trouvée menacé.

Nous avons déjà entendu dire au Sénat qu'il ne fallait pas songer à s'attaquer à Investissement Canada, car c'était une institution sacrée. Pourquoi? Parce que le gouvernement avait été directement mandaté par les Canadiens pour créer Investissement Canada. Qui oserait prétendre que ce genre d'argument a la moindre valeur en ce qui concerne la suppression de la pleine indexation? Le public n'était pas au courant des intentions du gouvernement, il n'a pas été consulté, et cette mesure inattendue a ébranlé la confiance qu'il avait dans le nouveau gouvernement.

C'est la première chose que je tenais à dire au sujet du budget. Pourquoi avez-vous trahi toutes vos promesses sans avoir consulté les Canadiens ou sans leur avoir fait connaître vos intentions?

Je voudrais dire autre chose à propos du budget, et j'espère bien que certains honorables sénateurs d'en face essaieront de me prouver que j'ai tort. J'ai dit que le budget proprement dit n'offrait pas de solution au problème le plus aigu qui se pose au Canada, celui du chômage.

Le ministre des Finances dit que l'objectif principal du gouvernement est la création d'emplois pour les Canadiens, et je suis d'accord avec lui. Le budget n'offre pas de nouveaux emplois aux Canadiens. En fait, lorsque son influence sur

[Le sénateur MacEachen.]

l'économie se fera pleinement ressentir, il y aura moins d'emplois. On ne peut pas retirer plus de 4 milliards de l'économie canadienne et s'attendre à ce que des emplois supplémentaires soient créés. Le budget manque de logique interne. Le lien entre le plan financier et la performance de l'économie existe seulement dans l'esprit du ministre et dans des documents budgétaires qui sont plutôt artificiels à mon sens.

Les opinions du ministre des Finances sur les problèmes économiques sont exposées clairement dans ce budget et dans la déclaration du mois de novembre. En novembre, dans «Une nouvelle direction pour le Canada», il a dit que la dette publique, qui ne cesse d'augmenter, est devenue un sérieux handicap pour le progrès économique et le plus gros obstacle à la croissance économique.» Il l'a répété dans son exposé budgétaire du 23 mai en ces termes: «Les déficits considérables limitent notre capacité de promouvoir la croissance et la création d'emplois.» L'opinion du ministre est claire. La réduction du déficit entraînera la création d'emplois, fera augmenter le rendement réel et la croissance. Le ministre des Finances dit qu'il suffit de surmonter l'obstacle des déficits financiers pour que l'économie prospère.

Animé d'une foi aveugle dans ce théorème et possédé par son obsession personnelle et unidimensionnelle, le ministre des Finances, tel un bûcheron non qualifié armé d'une hache au tranchant acéré, coupe à l'aveuglette et coupe tout ce qu'il voit; il coupe et il alourdit le fardeau fiscal. Et c'est ainsi, dit-il, qu'il favorisera la croissance économique et la création d'emplois, honorables sénateurs.

On est tenté de demander au ministre des Finances de réfléchir à nouveau. Songez à l'expérience du gouvernement du Royaume-Uni qui en a fait une obsession également. Pourtant, la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée dans ce pays; au contraire, le chômage augmente. Elle voulait résorber le chômage, elle est aux prises avec une recrudescence du chômage. Pourquoi? Il faut dire que l'on a appliqué au Royaume-Uni une politique économique basée sur une unique obsession, celle de réduire le déficit, une politique économique simpliste n'ayant qu'un seul objectif, mais les résultats escomptés se font toujours attendre. En fait, on a obtenu le résultat contraire. M^{me} Thatcher avoue maintenant qu'elle est déçue et qu'elle n'y comprend plus rien. «Je suis déçue et je n'y comprends plus rien», a dit la première ministre du Royaume-Uni. La première ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est maintenant disposée à admettre qu'elle-même et son gouvernement ont peut-être commis une erreur. Elle a dit récemment, au sujet du budget présenté au printemps par son ministre des Finances, «Il faudra attendre de voir quels seront les résultats de ce dernier budget».

● (2220)

C'était pourtant le cinquième budget du gouvernement conservateur. «Il faudra attendre de voir quels seront les résultats de ce dernier budget et, comme vous le savez, il faut de 12 à 18 mois pour qu'un budget fasse sentir ses effets dans l'économie. Si nous n'obtenons pas de résultats, il faudra envisager autre chose.» Voilà où en est M^{me} Thatcher.